

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

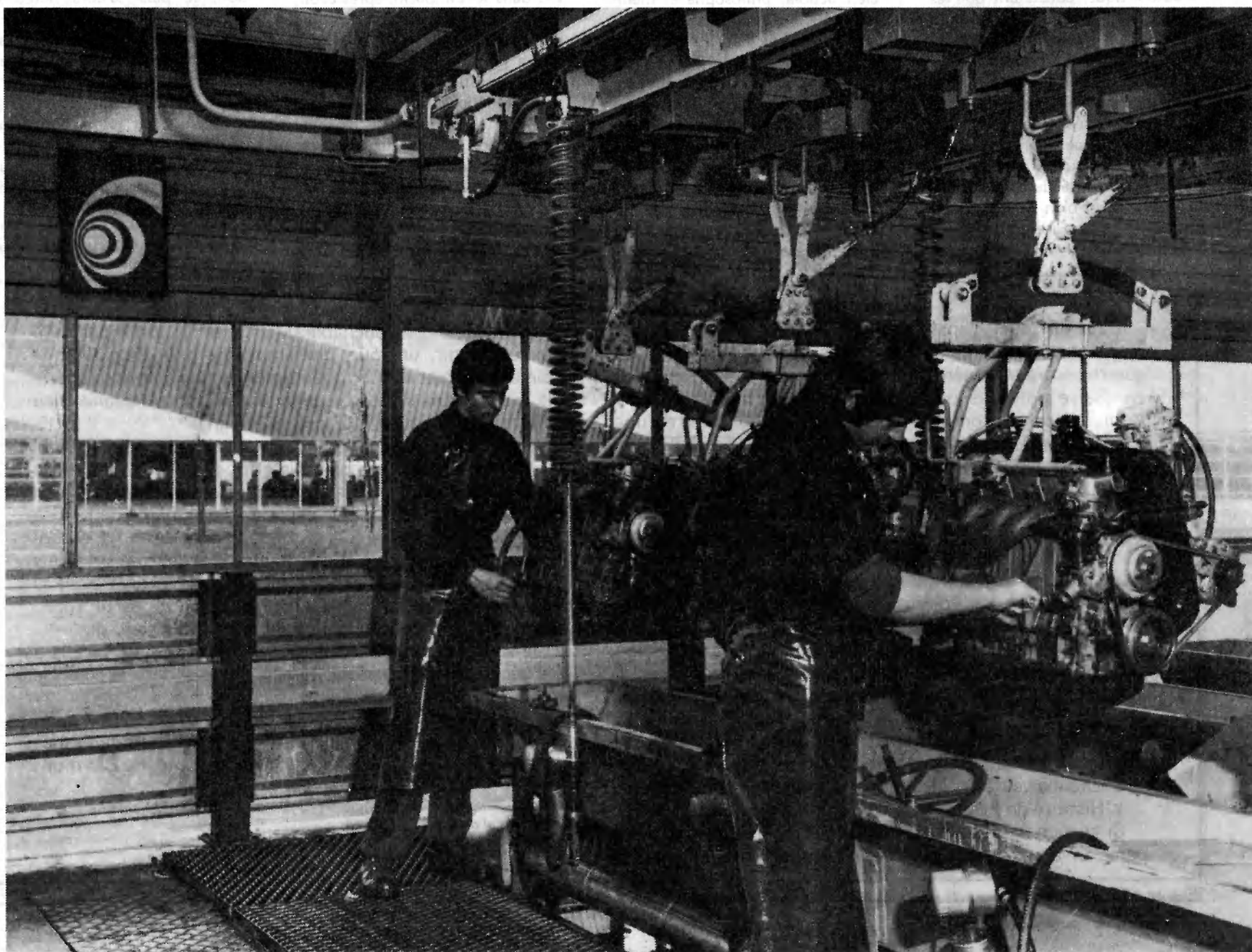
la gauche
devant l'épreuve
(page 12)

dossier sur la croissance économique :

comment moderniser sans faire des chômeurs ?

DU 28 NOVEMBRE AU 11 DÉCEMBRE 1984 - 14ème année - N° 415 - 9 F

M 2242 - 415 - 9 F



hérédité du pouvoir, communication et démocratie

La deuxième journée nationale d'étude de 1984, organisée par notre mouvement, a eu lieu samedi 17 novembre à Paris dans les salons de l'hôtel Royal-Monceau.

Deux thèmes étaient inscrits à l'ordre du jour. Le premier concernant directement la pensée royaliste était intitulé : « l'hérédité du pouvoir : une solution ? ». L'après-midi était consacré à un sujet plus général : « Communication et Démocratie ». Un peu plus d'une soixantaine de personnes ont participé à cette journée d'étude.

Trois intervenants ont lancé le premier débat conduit par Julien Betbèze. Bertrand Renouvin a développé une analyse en forme d'autocritique, constatant que les royalistes n'avaient pas, jusqu'à ce jour, suffisamment pensé d'une manière positive, la question fondamentale de la transmission héréditaire du pouvoir. Néanmoins, « il n'y a pas de théorie permettant de démontrer la pertinence de l'hérédité », expliquait-il. Il constatait une actualité du principe dynastique, aussi bien dans la continuité de nombreuses monarchies traditionnelles (Japon, Angleterre,

etc.) que dans l'apparition de nouvelles familles régnantes : les Gandhi en Inde, les Gemayel au Liban, voire sous une forme délirante dans deux pays communistes (Corée du Nord et Roumanie). Philippe Cailleux, historien et rédacteur en chef de « Cité » expliquait la genèse des lois fondamentales de la transmission de la Couronne de France au Moyen Age, constatant que l'intérêt national confondu avec le principe dynastique avait peu à peu imposé ses règles juridiques. Enfin Lucien Scubla, philosophe et membre du Centre de Recherche sur l'Epistémologie et l'Autonomie à Polytechnique, présentait les travaux d'un anthropologue anglais, Hockart, sur le concept de Royauté Sacrée. Il expliquait notamment que l'idée de Monarchie absolue est une corruption de la royauté sacrée, car le droit divin, s'il fonde le pouvoir du roi, le limite également. Ces trois interventions étaient suivies d'un dé-



■ Vue de la salle

bat avec l'assistance dont un des principaux thèmes fut la sacralité du pouvoir. Selon L. Scubla, « séparer le politique du religieux est vraisemblablement naïf ».

Le débat de l'après-midi, conduit par Michel Henra, permit d'approfondir les rapports entre communication audiovisuelle et démocratie. Laurent Bourdelas, animateur d'une radio locale privée dans le Limousin, après avoir réfléchi sur les concepts généraux, illustra son propos par son expérience personnelle. Il concluait : « la démocratie, c'est pouvoir choisir ». Frédéric Mitterrand, producteur de télévision et de cinéma, centra son propos sur l'énorme machine qu'est la Télé. nationale. Après avoir longuement dénoncé le corporatisme de l'ex-ORTF, il reconnaissait n'être pas certain qu'une libération amènerait une

amélioration de la communication. Citant l'exemple de l'Italie et du Japon, il constatait que la totale liberté audiovisuelle avait considérablement appauvri la qualité des créations, tuant notamment le cinéma. C'est, semble-t-il, plutôt vers la BBC anglaise qu'il faut se tourner pour trouver une télévision de qualité et indépendante du pouvoir. Sur cette question, le plus célèbre neveu de France reconnaissait que les professionnels de la télévision française ont tendance « à se coucher » devant les pouvoirs quels qu'ils soient. Un second débat s'engageait alors, au terme duquel apparaissait l'idée qu'il ne faut pas faire à la Télé., le procès qu'il faudrait faire aux parents, à l'éducation ou au citoyen.

Jean KATONA

communiqué

Dans un souci d'apaisement, je réaffirme ici qu'il n'a jamais été et ne sera jamais dans mes intentions d'entrer en guerre contre mon père, le Chef de la Maison de France : ni en guerre politique comme celle qu'avait menée le futur Louis XI contre son père Charles VII, ni non plus en une guerre privée. Je garderai donc le silence sur ces différents plans ainsi que je l'ai toujours fait.

Mais en ce qui concerne le fondement même de la Monarchie qui repose depuis Hugues Capet sur la succession en ligne directe masculine, je ne pouvais laisser sans réponse le communiqué que le Comte de Prais a publié; je veux le faire dans l'intérêt même de mon fils, le Prince Jean. Tel était le sens de ma déclaration en date du premier novembre 1984 :

« Le fondement de la Monarchie est issu de la succession en ligne directe masculine par le fils aîné.

L'autorité du chef de la Maison de France procède de ce principe.

Cette autorité ne peut remettre en cause la Tradition dynastique sur laquelle elle repose.

Si Dieu le veut, je l'incarnerai, et mon fils après moi.

L'Histoire de France s'est construite sur ce principe. »

Si en tant que fils je suis peiné par le reniement de mon père, en tant que fils aîné de la Maison de France je suis

dynastiquement intouchable. Mais je ne voudrais pas qu'il puisse y avoir, un jour, une ambiguïté pour mon fils que j'aime tendrement. Cette légitimité inaliénable et inaltérable qui est la mienne, je veux la lui transmettre quand Dieu voudra, sans rupture, et dans son intégrité.

Ce principe vient de beaucoup plus loin et va très au-delà des nombreux exemples historiques de rois de France dont les changements de vie conjugale n'ont pas remis en cause la légitimité. Ce principe est si fort qu'en une France alors déchirée par les guerres de religions, Henri III, catholique, a su l'imposer à sa conscience et à celle de ses sujets en ayant la sagesse de confirmer qu'Henri IV, divorcé de sa sœur, Marguerite de Valois, et surtout chef du parti protestant, était, sans contestation possible, son successeur.

Je souhaite que ce rappel de la Tradition telle qu'elle a été vécue par nos ancêtres ramène la paix dans le cœur de tous.

Henri de France
Comte de Clermont

Voir le communiqué du Comte de Paris
et l'éditorial de B. Renouvin dans
« Royaliste » 414.

pour l'égalité

«La France, c'est comme une mobylette; pour que ça marche, il faut du mélange». Cette formule aperçue lors de la marche des Beurs résume la philosophie de «Convergence 84 pour l'égalité».

En décembre de l'an dernier, la marche des Beurs rassemblait à Paris 100.000 personnes venues rappeler une évidence : la société de demain sera multi-ethnique ou ne sera pas. Le président de la République marquait son attachement au mouvement en recevant les jeunes maghrébins de la seconde génération. Le succès de l'initiative et la concrétisation électorale, quelques mois plus tard, du racisme, incitaient à ne pas en rester là. De cette prise de conscience est née Convergence 84 pour l'égalité, qui espère bien ranimer la flamme de ce mouvement aussi important que la lutte écologique ou le féminisme lors de la décennie passée. Le 3 novembre, de cinq villes de France partaient de curieux motocyclistes. Des Martiens ? Presque : des Africains noirs, des Maghrébins, des Portugais, des Asiatiques et des Français. Rendez-vous à Paris le 1er décembre, pour un grand carnaval interculturel, avec l'ambition de réunir toutes les communautés ethniques de France autour du slogan : «Vivons égaux avec nos ressemblances, quelles que soient nos différences».

Le projet est ambitieux. La marche des Beurs fut dès le départ

une réaction de défense devant les assassinats de jeunes maghrébins pendant l'été 83. Aujourd'hui, il s'agit moins d'exalter la «différence» que de rassembler Français et immigrés de diverses origines dans un projet commun de société qu'imposent les évolutions du monde moderne.

UNE DEMARCHE PERILLEUSE

La défense exacerbée du «droit à la différence» n'est d'ailleurs pas sans péril; la «nouvelle droite» s'empare du thème au travers d'un «tiers-mondisme» douteux et ambigu. Une «différence» s'enfermant dans la contemplation de soi, perdant toute mesure, finit par se prendre pour la totalité et devient rapidement totalitaire : elle aboutit en définitive à ce dont elle fut la victime, la négation d'autrui. Toutes les associations militantes pour l'insertion des immigrés et contre le délire raciste ne suivent pas la démarche de Convergence 84 : certains ne voient l'avenir, à tort me semble-t-il, que dans la constitution d'un «lobby» immigré en position défensive face à une société française de plus en plus gagnée par la xénophobie.



L'ambition de Convergence 84 est toute autre : aider à l'émergence d'un véritable mouvement social en faveur du métissage et de la pluralité des communautés. Renouer ainsi avec la mémoire et le passé : la France s'est historiquement constituée par un mélange constant de multiples apports de civilisations. Renouer aussi avec un principe issu de notre culture judéo-chrétienne, véritablement institué par la monarchie capétienne dans sa lutte contre le servage et le système féodal, et repris par la Révolution française : l'égalité. Car il n'y a pas de société sans principe fondateur, et celui-ci est aujourd'hui le plus décrié, au moment même où le tissu social se décompose. Le refus désormais passé dans les mœurs de l'égalitarisme ne vise-t-il pas en fait l'égalité ? On s'obstine à exhumer des hiérarchies de pacotille, on vante le darwinisme social d'une économie duale, on fait fi de la plus ancienne tradition française dans des rêveries effrayantes et pitoyables. Plus que jamais, l'égalité et la «nouvelle citoyenneté» sont à défendre et à promouvoir. En accordant par exemple le droit de vote aux immigrés. Imagine-t-on quatre millions d'individus, dont nous avons la certitude qu'ils

resteront en France, demeurant longtemps privés de ce droit élémentaire ?

Convergence 84, on l'a compris, ne fait pas dans l'antiracisme de dénonciation. Ses motocyclistes collectent, au long de leur parcours les difficultés et les bonheurs de vivre ensemble : une expérience interculturelle dans une école, des licenciements d'O.S. immigrés, des abus policiers et administratifs, une SCOP de jeunes, les problèmes de logement. Ne pas s'enliser dans les prêches radoteurs stigmatisant la «bête immonde», mais faire la fête, montrer la vie et la santé d'une France de toutes les couleurs, renverser comme dans le carnaval sous l'Ancien Régime les préjugés et les fausses hiérarchies.

Au bout du compte, Convergence 84 pour l'égalité vise à démontrer que l'«anti-France» se trouve du côté de Jacques Chirac et de Jean-Marie Le Pen, lorsque ces derniers relient directement les questions du chômage ou de l'insécurité à la présence d'immigrés en France, reniant ainsi l'héritage de notre pays et lui interdisant par ce fait d'avoir un avenir.

Emmanuel MOUSSET

le dérapage de la classe politique

Les dramatiques faits divers qui ont récemment eu lieu constituent pour notre classe politique, toutes tendances confondues, la source d'amples débats. Hélas, la réflexion sur les problèmes de société tels que l'insécurité, le racisme, les conflits du travail, se transforme en une pitoyable empoignade où chacun tente d'exploiter sans décence qui, l'assassinat d'une vieille dame, qui le meurtre d'un ouvrier turc. Logique partisane oblige...

Tout commence avec le drame d'Epône où des ouvriers impayés depuis 5 mois et venus réclamer leur dû sont accueillis à coups de fusil. Un syndicaliste est tué. Le parti communiste et sa filiale CGT, qui ont actuellement bien du mal à mobiliser des effectifs se réduisant chaque jour, s'emparent aussitôt de cette affaire pour la transformer en arme contre la droite et le patronat. Tous les employeurs deviennent des meur-

triers en puissance et le vieux «truc» de la responsabilité collective permet au PC de jouer à nouveau sur du velours dans un monde manichéen où les ouvriers affronteraient une bourgeoisie sanguinaire et prête à tout. La lutte de classes renaît grâce à un assassinat que le parti entend utiliser à des fins politiciennes, secondé en cela par certains membres du PS. Le crime de Chateaubriant où deux immigrés turcs sont tués par

un jeune chômeur est lui aussi employé dans le même sens.

Prise à partie, l'opposition réagit en brandissant «ses» assassinés. En l'espèce, de vieilles dames parisiennes. Et certains à droite d'accuser carrément le Garde des Sceaux d'être «directement» responsable de ces morts par sa philosophie «laxiste». Ce sont les socialistes qui étranglent les mémés du XVIIIe !!!

Au lieu de s'interroger sur les causes de ces malheurs et les remèdes à y apporter, nos hommes politiques se balancent à la figure invectives et cadavres pêle-mêle tant il est vrai que la logique de l'affrontement et de la guerre civile semblent dorénavant être les seuls ressorts de partis trop occupés à conserver le pouvoir, ou à s'en emparer, pour réfléchir.

L'appétit de puissance est tel qu'il fait oublier la recherche du bien commun. Face à des crises qu'ils ne comprennent plus, les partis n'ont qu'une réponse : «C'est la faute de l'autre !» L'ouvrier tué, la faute de la droite; la vieille dame égorgée, la faute de la gauche. Éliminons la gauche ! Éliminons l'adversaire politique et les problèmes s'estomperont. La «méthode», totalitaire dans son esprit, trahit le délabrement intellectuel de toute une classe politique oublieuse du service de la Nation et s'isolant, par ses «querelles de boutique» des citoyens qu'elle avait pour vocation à représenter. C'est grave.

Antony SPANO

combattre l'illettrisme

Savoir lire, savoir écrire, savoir compter, trois attributs essentiels pour participer à la vie sociale d'un pays. Pourtant, nombreux sont, encore à notre époque, ceux qui en sont dépourvus et qui par là-même, se trouvent marginalisés, voire rejetés de notre société en crise. C'est pour remédier à ce fléau social que représente l'illettrisme que le gouvernement mène depuis quelques mois une politique de prévention et d'insertion.

Dans une décision du 26 janvier 1983, le gouvernement composa un groupe de travail interministériel animé par Mme Esperandieu dans le but d'évaluer l'ampleur du phénomène de l'illettrisme et d'envisager les moyens d'y remédier. Ce groupe de travail présenta son rapport et le conseil des ministres arrêta une série de mesures le 11 janvier 1984.

Le rapport Esperandieu n'a axé son étude que sur les seuls Français métropolitains qui ont suivi une scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. Ceci exclut les immigrés pour lesquels la langue française représente souvent une seconde langue, les «gens du voyage» en raison de leur scolarité chaotique et les Français d'outre-mer. L'analyse du problème fait remarquer que l'analphabétisme représente un handicap pour les personnes concernées, par ailleurs ce phénomène tend à progresser depuis quelques années. Le rapport souligne qu'«une fracture du corps social se constitue actuellement autour de ces savoirs élémentaires, fracture qui rend de plus en plus difficile l'exercice des droits civiques, la participation au développement économique et social, la liberté de circulation et d'opinion, le développement culturel».

ORIGINES MULTIPLES

Ce fléau social qu'est l'illettrisme peut s'expliquer par différents facteurs. D'une part, notre système d'enseignement repose sur un modèle unique de formation; voulant garantir l'égalité des chances par le jeu d'un individualisme forcené au lieu de promouvoir un apprentissage collectif, ce système a eu pour effet pervers d'accroître l'échec scolaire. Pour pallier cet inconvénient, des

classes de «mise à niveau» ont été créées, mais les résultats ne sont pas toujours concluants. Elles permettent à l'élève d'atteindre le niveau du «déchiffrement de survie» dans le meilleur des cas au terme de sa scolarité. D'autre part, les héritages familiaux représentent aussi un facteur non négligeable de l'analphabétisme car l'enfant élevé dans un milieu socio-culturel d'où le livre est absent n'acquiert pas dès le plus jeune âge le goût pour la lecture. Une enfance «sans livre» est synonyme d'handicap de départ, handicap qui poursuit souvent la personne tout au long de sa vie.

ABSENCE DE CRITERE

Il n'existe pas de définition précise de l'illettrisme. Toutefois selon l'UNESCO, un illettré est une personne «incapable de lire et d'écrire en le comprenant un exposé simple et bref des faits en

rapport avec la vie quotidienne». Selon une étude américaine, l'illettré est «une personne incapable de calculer la consommation d'essence d'une voiture, de lire correctement une annonce d'emploi, de rendre la monnaie ou de comprendre les déductions portées sur une feuille de paye». Un auteur français considère comme analphabète «les personnes énonçant ou écrivant un message incompréhensible, déchiffrant sans le comprendre un message court et simple, ne maîtrisant pas le sens de l'addition et de la soustraction ou manifestant une cécité à l'image».

Devant l'absence de critère que révèle ces définitions reportons-nous aux statistiques. Selon le ministère de la Défense, 16% des appelés seraient concernés. Tempéront cependant en soulignant que ce chiffre ne repose pas uniquement sur le degré d'alphabétisation. Le ministère de l'Éducation nationale avance le chiffre de 10% de la population d'origine française.

Le taux d'illettrisme en France s'inscrit dans la fourchette des 1 à 20%.

1% : 400.000 personnes sont des analphabètes complets;
5% : 2 millions de personnes ont des difficultés de lecture;
20% : 8 millions de personnes sont au niveau du «déchiffrement de survie».

AGIR

Des initiatives privées ou semi-publiques ont tenté de remédier à ce problème, c'est le cas notamment de la Confédération Syndicale des Familles, de l'Association Française pour la Lecture et

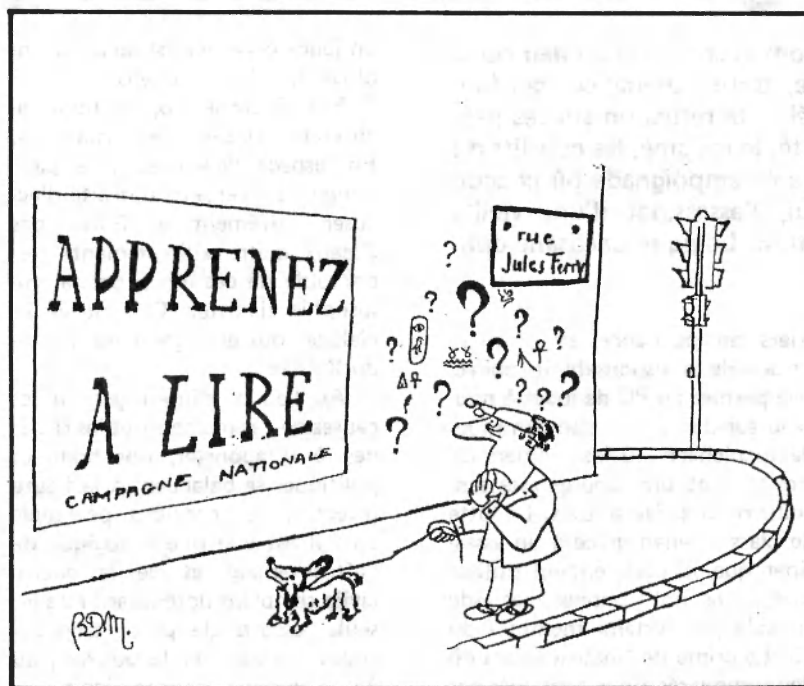
d'ATD Quart-Monde. Le rapport Espérandieu a émis à l'intention des pouvoirs publics 12 propositions dont le gouvernement a dégagé trois priorités : Dépister, Remédier, Prévenir.

Le dépistage s'oriente dans deux directions. Quant aux jeunes, le ministère de l'Éducation va définir des zones prioritaires à l'endroit des populations scolaires les plus défavorisées. La Chancellerie va se pencher sur les jeunes sous protection judiciaire et les centres de détention, le ministère de la Formation professionnelle, sur les candidats à ses stages. Enfin le ministère de la Défense va attacher une plus grande importance au degré d'alphabétisation des appelés. Quant aux adultes, le ministère des Affaires sociales va mener des actions de dépistage vers les centres d'hébergement, de même le ministère des Droits de la Femme va conduire la même politique dans les centres d'accueil pour femmes en difficulté.

Il ne suffit pas de soigner le mal lorsqu'il est apparent, il faut le prévenir. Deux actions sont menées dans ce sens, le ministère de l'Éducation va définir une nouvelle politique pour combattre l'échec scolaire en assurant, au terme de la scolarité, un minimum d'instruction. Par ailleurs, le ministère de la Culture va conduire une politique d'initiation à la lecture.

La lutte contre l'illettrisme ne s'arrête pas là, une campagne d'information sera lancée en 1985 pour alerter l'opinion du danger que représente l'analphabétisme pour l'ensemble du corps social.

J.-L. LANHERS



Nous croyons apercevoir ce qu'Alfred Grosser veut dire en conclusion d'une synthèse utile pour situer les faits et décapier les idées, quand il dit que le prestige ne doit pas être sa propre fin mais servir une morale, quand il poursuit : «rien de plus trompeur que la notion d'intérêt même s'il s'agit de l'intérêt national», que dans cette morale, qu'il appelle maladroitement «morale de solidarité» chargée de réminiscences «solidaristes» («coresponsabilité», qui appartient au vocabulaire ecclésiastique, est déjà mieux), «la nation ne saurait constituer l'unique valeur».

Le malheur est que le ver est dans le fruit ou comme l'écrivait déjà de lui l'auteur de «L'abeille et l'architecte» : «le prêche est

rencontres avec kadhafi et assad :

c'est tout à fait normal !

«Kadhafi est un fou, Afez el Assad un assassin, et il est criminel de discuter avec de tels gens...» Voilà ce que pensent beaucoup de journalistes français. Et pourtant, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il faut traiter avec des personnages qui échappent plus ou moins totalement à notre univers mental et moral.

«Tu me parles, n'est-ce pas de cet émir de Syrie, du Seigneur des Couteaux inflexibles et inévitables (...) tu parles du jeune Hassan qui imposait son tribut sur tous les trésors des rois de l'ancien monde! L'auguste saint Louis s'en acquitta lui-même (...) Enfin, tu me parles (...) de ce héros si merveilleusement sinistre et charmant, au front surmonté du croissant d'Osmanlis et que les hommes appellent, je crois, en leur propos, le vieux de la Montagne ?». Ainsi Villiers de L'Isle-Adam exprimait-il sa fascination pour ce personnage mystérieux qui, il y a fort longtemps, faisait déjà trembler le monde islamique et le monde chrétien en envoyant dans toutes les capitales ses tueurs fanatiques, drogués au haschich, de la secte des «Assassins». Il y a tout dans ce texte : le côté repoussant, comme le côté abasourdissant voire éblouissant, le fait enfin qu'il faut bien composer avec l'immoralité,

fût-on un saint. De même, seul un poète pourrait rendre compte de ce qu'est pour nous le «bouillant colonel, le guide imprévisible, le dangereux terroriste» qui fascine quelques-uns (cf. certains reportages dans les magazines français sur la révolution verte du désert libyen...) et exaspère la plupart.

Mais revenons à la question du jour : François Mitterrand est-il condamnable d'avoir voulu rencontrer ce maître du mensonge qui, faute d'avoir les moyens économiques et militaires de ses ambitions s'est lancé dans une fuite en avant perpétuelle et dont les spécialistes français escomptent la chute prochaine (cf Guy Georgy dans «Géopolitique»)? On se le demande d'autant plus que la conférence de presse du président Mubarak accusant Kadhafi de préparer, entre autres, l'assassinat de Mitterrand, aussi extraordinaire nous semble-t-elle, prend une sin-

gulière couleur de crédibilité après le magnifique coup de police réalisé par les Egyptiens contre les minables tueurs stipendiés par la Libye.

Mais il n'y a pas que Kadhafi... le président Mitterrand rencontre également Afez El Assad, le président syrien, et à l'heure où nous écrivons, nous n'avons pas encore lu que l'on faisait le parallèle entre le «fou du désert» et le «Machiavel syrien», dont tout porte à croire qu'il fut le protecteur sinon l'instigateur de l'assassinat de notre ambassadeur au Liban. Le parallèle est pourtant évident : comme la Libye, la Syrie présente l'aspect d'un pays arabe «progressiste», soutenu par l'URSS. Comme la Libye elle a connu bien des échecs dans ses rêves d'unions ou de conquêtes comme dans ses grands projets économiques. Cependant, une population plus nombreuse, une situation géopolitique plus centrale, une politique moins brouillonne, voire très habile a fait de la Syrie un interlocuteur obligé pour tout ce qui touche le Moyen-Orient.

Mais si le parallèle est inévitable pour nous c'est surtout parce que ces deux pays sont les deux seuls avec lesquels nous avons été ou sommes au bord de la guerre depuis quelques mois. Ainsi en a-t-il été au lendemain du bombardement de la Bekaa par nos avions, ainsi en est-il aujourd'hui si Kadhafi ne tient pas ses engagements au Tchad. Et comme le «vieux de la Montagne», Assad et Kadhafi nous semblent inexpugnables. Non pas qu'ils ne puissent s'effondrer, mais il n'est pas dans les possibilités de la France de se débarrasser de ces encombrants partenaires/adversaires.

Ajoutons que, au-delà du parallélisme, apparaît un facteur de couplage. On n'imagine pas que la France puisse faire ouvertement et complètement la guerre à la Libye pour sauver le Tchad dans le même temps où elle discuterait amicalement du Liban avec la Syrie. C'est pourquoi la discussion avec Afez el Assad arrive au meilleur moment possible, la rencontre de Crète donnant à Mitterrand une position peu critiquable par le président Assad, et lui permettant sans doute de demander plus. Demain la réaction de force qu'il faudra vraisemblablement avoir vis-à-vis de la Libye ne sera sans doute pas sans influence non plus sur l'application de la politique discutée avec les Syriens.

Il ne faut pas se leurrer, nous n'avons pas vraiment les moyens d'intervenir militairement de manière prolongée contre la Libye et encore moins contre la Syrie. Seuls les Américains le pourraient, mais ils n'en ont pas la capacité politique.

Pour ce qui concerne le Liban, la France a choisi de jouer un jeu minimum qui lui a pourtant déjà coûté très cher. Pour ce qui concerne la Libye, la France est condamnée à jouer plus gros si elle veut conserver son influence en Afrique noire. Personne n'ignore que le prix à payer pourrait être énorme (cf les Malouines pour la Grande-Bretagne), et personne ne peut donc reprocher au président Mitterrand d'avoir exploré toutes les solutions diplomatiques possibles. Personne ne peut le condamner tant que chacun est persuadé que malgré tout, le président sera prêt à payer le prix quand il le faudra.

Paul CHASSARD

LIRE

affaires extérieures, ou... de l'extérieur ?

Le point de vue d'Alfred Grosser sur la politique française manque-t-il d'objectivité ?

ambigu». L'autorité de la rue Saint-Guillaume, quelque effort qu'il fasse, ne réussit pas à se libérer des présupposés qui, avoue-t-il, se sont accumulés en lui depuis la prime enfance.

Pourquoi chacun des grands chapitres de l'action du fondateur de la Ve République, et ceux-là seulement, sont-ils illustrés d'une caricature, allemande une fois sur deux, traitant sur un mode plus que mineur le rapprochement

franco-allemand, le veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun, le voyage au Québec et la guerre israélo-arabe de 1967 ?

Pourquoi cet acharnement à relativiser la coupure de 1958 et à tirer argument de la crise de mai 1968 et de l'invasion de la Tchécoslovaquie pour rendre un verdict d'échec sans appel sur l'ensemble de dix ans de politique étrangère, alors que visiblement

de Gaulle continue de le hanter tout au long, avant 58 et après 70 ? Même Giscard et Mitterrand n'ont pas selon lui remis en cause le primat non pas tant de l'intérêt national que de l'universalité de la langue et de la civilisation françaises. «Passé transfiguré ?» interroge Alfred Grosser. Comme Giscard, ne voit-il pas trop la France «de l'extérieur» ?

Il trouve choquant pour les autres peuples, «et d'abord nos partenaires européens» - pourquoi ne pas nommer l'Allemagne omniprésente dans le livre ? -, qu'on attribue à la France une valeur éternelle». Autant il a raison de demander que les créateurs d'aujourd'hui soient à la hauteur, au-

tant il nous apparaît pour le moins illogique de ne pas reconnaître que le monde n'est si exigeant que parce qu'il se fait de la France une image qui oblige.

«Notre classique prétention à l'universel a besoin d'être chaque jour démontrée tant notre hexagonalisme de fait et d'attitude le contredit». Jean Rigaud qu'il cite disait simplement des choses simples. Alfred Grosser est trop encombré de ruminations diverses pour atteindre l'objectivité à laquelle il dit vouloir tendre.

Y.L.M.

Alfred Grosser - Affaires extérieures, la politique étrangère de la France 1944-1984 - Flammarion.

la croissance en question (2)

Nous continuons notre enquête sur la croissance économique avec une interview d'un membre du Parti socialiste, Michel Beaud, professeur à l'université Paris VIII et auteur d'une « Histoire du capitalisme », du « Socialisme à l'épreuve de l'Histoire » (Seuil) et, plus récemment, de « La politique économique de la gauche : le mirage de la croissance » (Editions Syros).

● **Royaliste :** le stade d'évolution du capitalisme en était-il arrivé à un point tel en 1973-1974, que la crise devenait inévitable ?

Michel Beaud : Il me semble que la crise était à l'œuvre dans les pays capitalistes, depuis la seconde moitié des années 60 et que les processus qui se sont développés dans les années 70 n'en étaient que les manifestations. Manifestation de l'accentuation des rivalités entre pays capitalistes développés (avec la crise du dollar et du système monétaire international), manifestation de l'accentuation de l'opposition entre les pays dominés du sud et les pays industrialisés du nord (avec notamment les relèvements des prix pétroliers) et manifestation des transformations technologiques qui ont encore progressé dans les années 80. En 1973-74 la crise était donc bien engagée, avec pour conséquence première l'établissement d'un nouvel ordre économique international.

● **Royaliste :** N'y-a-t-il pas aussi des causes propres au capitalisme français ?

Michel Beaud : J'ai toujours été hostile aux écoles qui essayaient de ramener la crise soit à une dimension uniquement nationale, soit à une dimension uniquement mondiale. Cette crise ne peut se comprendre que si l'on prend en considération la manière dont les contradictions d'un capitalisme national, en l'occurrence le capitalisme français, se manifestaient en 1967-68, par une baisse effective de la rentabilité du capital investi et par les difficultés de certains secteurs industriels. Ensuite la crise est rendue beaucoup plus grave et profonde par sa propagation à l'échelle internationale. Mais les deux sont indissociables.

● **Royaliste :** Comment se situait dans ce contexte, la politique économique menée par Giscard dès son accession à la présidence de la République ?

Michel Beaud : Giscard n'a pas fait face à l'enjeu fondamental que constituait la crise, c'est-à-dire pour un pays comme la France, essayer de rester une puissance économique mondiale ou bien devenir une nation de 2ème voire de 3ème rang. Au lieu de créer un réseau de relations privilégiées entre les différents pays de la communauté européenne d'une part et de constituer un espace autour de cette communauté et l'ensemble des pays du tiers-monde - seule démarche permettant de jouer un rôle sur le plan international, compte tenu du fait que la France seule est incapable de supporter le développement des technologies nouvelles - il s'est contenté de gérer l'économie en jouant sur les forces existantes et en faisant des concessions, si nécessaire aux syndicats notamment. Mais cela ne correspondait pas à l'enjeu de la période.

● **Royaliste :** Face à cette situation quelles solutions s'offraient à la gauche en 1981 ?

Michel Beaud : Il ne faut pas caricaturer les choses. Il est évident que la gestion serait plus facile avec quelques points de croissance. Je ne voudrais pas apparaître comme un farouche détracteur de la croissance, car cela n'aurait aucun sens dans un pays où il y a encore de la pauvreté, de grands besoins d'investissement, un énorme effort à faire en matière technologique, etc. L'erreur de la gauche a été de penser qu'on réussirait là où les autres pays avaient échoué. L'erreur a été de tout miser sur la croissance, de



■ Toute relance fondée sur les nouvelles technologies...

l'attendre un peu naïvement en pensant que la relance de mai-juin 81 allait régler tous les problèmes. L'erreur a été de négliger d'autres aspects qui auraient pu jouer un rôle tout aussi important et qui auraient permis une moindre dépendance à l'égard de la croissance. Ce qui est fait aujourd'hui en matière d'économie d'énergie n'est pas négligeable mais dès 1981 on aurait pu faire un effort beaucoup plus grand dans ce domaine. Certes, ceci va à l'encontre de la recherche de la croissance mais il aurait été possible par ce biais de créer des emplois et de diminuer la contrainte extérieure. On aurait pu aussi engager une réflexion collective nationale autour du thème : comment améliorer les conditions de vie sans pour autant passer par une augmentation du pouvoir d'achat ? On aurait pu enfin remédier à de nombreux problèmes sans se servir de l'économie marchande ou de l'économie étatique : beaucoup de choses pouvaient se faire à travers certaines formes de bénévolat, d'action collective de quartiers, d'immeubles...

● **Royaliste :** Cela remettait en cause certains schémas de pensée et le gouvernement de l'époque n'avait pas cette volonté politique.

Michel Beaud : On assiste là à un extraordinaire paradoxe puisque ceux qui étaient au pouvoir en 81, étaient ceux qui avaient mis en avant l'idée de changer la vie et qui avaient conçu un nouveau mode de développement. Mais en accédant aux responsabilités ils ont été confrontés à l'immédiateté des problèmes quotidiens et ce qu'ils avaient pu écrire quelques années auparavant leur paraissait un peu compliqué, un peu lointain. Ils souhaitaient alors des résultats plus immédiats. Donc pris à la gorge par les impératifs du quotidien ils se sont tournés vers ce qu'ils connaissaient bien :

la relance de l'activité marchande et l'action de l'Etat.

● **Royaliste :** En quoi cette relance différait-elle de celle de 1974 menée sous le gouvernement Chirac ?

Michel Beaud : Je n'ai pas fait de comparaison précise entre l'une et l'autre, mais effectivement l'analogie m'était apparue lorsque je travaillais sur le premier tome de mon livre. Je distinguerai trois différences essentielles. La première se situe au niveau des intentions. Giscard donnait l'impression, de faire un cadeau de joyeux avènement, aux couches dans le besoin. Pour la gauche au contraire cela s'inscrivait dans une logique keynésienne et sociale. Keynésienne car tous les économistes de la gauche ont été nourris des idées de Keynes. Sociale car prendre en considération les besoins des plus défavorisés fait partie de la tradition socialiste. La seconde différence réside dans le fait que la gauche attendait beaucoup de la reprise. Pour elle la relance de la consommation populaire conduisait à une relance de l'ensemble de l'économie. Il y a eu un espoir beaucoup plus grand de la part de la gauche que de la part de Giscard et Chirac. Enfin, troisième et dernière différence : cette relance à court terme de la gauche s'articulait avec un ensemble d'actions structurelles dont les nationalisations faisaient partie et qui étaient à l'origine d'une reconstitution d'un noyau industriel permettant d'engager un effort d'investissement et une modernisation de longue durée mais qui surtout avaient une importance dans le cadre d'un affrontement entre puissances économiques à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, les nationalisations, étaient plus un acte d'affirmation de la volonté politique du gouvernement au niveau international qu'un effort dans le sens de la

transformation des rapports sociaux.

● **Royaliste : A partir du moment où la relance échouait (accroissement du déficit extérieur, progression de l'inflation, etc...) est-ce que l'austérité devenait le seul remède envisageable ?**

Michel Beaud : On ne peut pas dire qu'il y ait eu progression de l'inflation...

● **Royaliste : Si par rapport à nos principaux partenaires et notamment à l'Allemagne...**

Michel Beaud : Si l'on parle « par rapport à quelque chose » encore faut-il dire par rapport à quoi ! Par rapport à ce qu'annonçaient les responsables de la droite et ce que craignaient pas mal de gens à gauche c'est un succès extraordinaire puisque ceux-ci prévoyaient qu'on allait passer, à cause des mesures sociales et de la générosité de la gauche, à 15, 20, 25% d'inflation... Or, dès le début, il y eut un effort pour diminuer l'inflation et cet effort a payé, moins que ce qu'on pouvait espérer, moins que ce qui était fait dans le même temps dans d'autres pays ; mais l'écart même entre l'inflation française et celle des grands pays industriels a malgré tout tendance à se réduire par rapport à 1980-81. Donc je crois que s'il est un domaine dans lequel la gauche a non seulement surpris mais aussi réalisé quelque chose de positif, c'est bien celui-là car elle est parvenue à casser la situation inflationniste dans laquelle la France s'enfermait depuis une décennie avec des taux de 12, 13, 15% annuels. De plus le fait qu'on redescende vers 9 puis, avec beaucoup de difficultés, à 7% est une chose qui était inconcevable il y a quatre ans. Mais ce qu'il faut retenir c'est que derrière ce résultat il y a le fait que la gauche ait réussi à reconstituer une certaine cohésion sur les objectifs nationaux. Certes par l'intermédiaire du blocage et de la désindexation on ne s'attaque pas aux causes profondes de l'inflation ; mais il faut bien voir que cette réussite a été rendue possible grâce à une prise de conscience de la crise et, malgré les déceptions qui se manifestent abondamment aujourd'hui, sur la base d'une certaine confiance dans le gouvernement en place. Donc la cause fondamentale de la désinflation c'est le très large consensus qui s'est réalisé autour de la politique économique de Jacques Delors.

● **Royaliste : Mais dans son action le gouvernement n'a pas tenu compte des causes structurelles de l'inflation et notamment de l'importance des phénomènes monétaires.**

Michel Beaud : Pour moi la cause fondamentale de l'inflation

c'est l'intensité de la lutte entre les différentes forces économiques et sociales pour le partage du produit. S'il y a désaccords, luttes agressives entre les différentes composantes de la nation, une des résultantes possibles est l'inflation et on s'en était accommodé depuis 1973. Si au contraire un pays réussit à organiser un certain accord sur les modalités ou sur les résultats du partage du produit disponible je crois qu'on peut maîtriser l'inflation. Et c'est dans ce cadre que je resituerai les phénomènes monétaires.

● **Royaliste : Compte-tenu de tout cela, la politique de rigueur était-elle nécessaire ?**

Michel Beaud : Personnellement, je le crois. Le seul problème concerne la forme. A partir du moment où la relance s'avérait néfaste pour notre économie, trois possibilités s'offraient au gouvernement. La première c'était le protectionnisme mais il aurait conduit à une austérité encore plus grande que celle que nous connaissons aujourd'hui dans la mesure où le seul protectionnisme efficace aurait été un protection-

commerciale est un des aspects, de toutes les armes que l'on peut, c'est une autre histoire. Mais surtout si on le fait, il ne faut jamais dire que c'est du protectionnisme sinon on donne aux autres la possibilité de prendre des mesures de rétorsion. Face à cette situation, des mesures adaptées s'imposent. Par exemple, un gouvernement de gauche malin et un peu tricheur aurait très bien pu « combiner » avec les syndicats une grève larvée des douaniers pendant la période de relance économique. Celle-ci aurait pu empêcher que des biens de consommation durables (automobiles, appareils électro-ménagers, etc.) entrent en France pendant 9 mois. En adoptant une telle démarche, on faisait du protectionnisme sans en faire et c'était beaucoup plus astucieux que de mettre un douanier à Poitiers. Je crois qu'il y a mille combines : les Allemands se servent beaucoup des normes, les Américains de la législation... On le fait aussi, on n'est pas totalement innocent dans ce domaine, mais le meilleur moyen actuellement est de dire qu'on est partisan du

ment la monnaie mais aussi le travail, la créativité, le produit réalisé dans le pays. Cela se traduisait dans les faits par une diminution du pouvoir d'achat qui aurait été diffusée d'une manière non-maîtrisée donc injuste, et par une reprise de l'inflation.

● **Royaliste : Une dévaluation dès le mois de mai 81 aurait été mal reçue par l'opinion publique.**

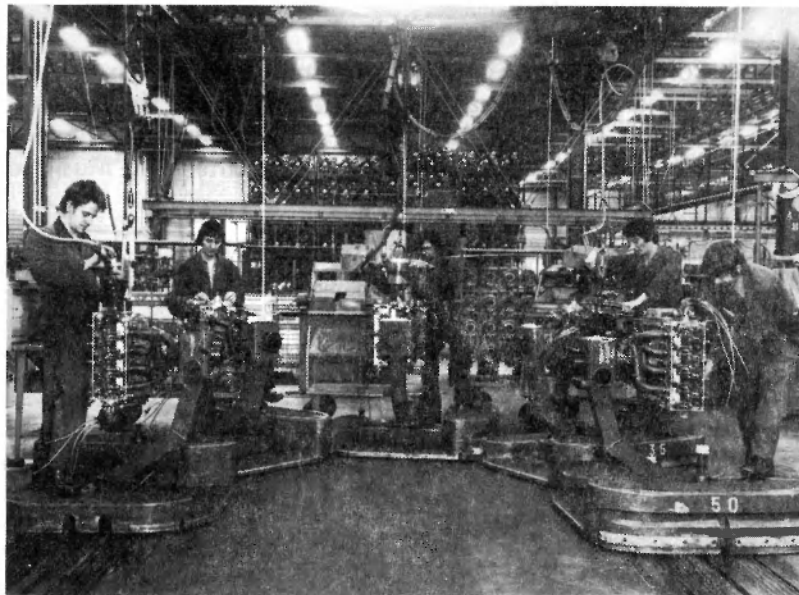
Michel Beaud : En mai-juin 81, tout était possible, même une négociation sur l'école privée avec une modification de la législation antérieure. Les nationalisations ont été possibles en 81, alors qu'en 83-84 elles ne l'auraient plus été. Une dévaluation bien menée en accord avec le gouvernement allemand de l'époque et avec son soutien, visant à impulser une politique de reprise des exportations, je crois que c'était un choix possible, risqué mais envisageable en 81. Cela n'avait aucun sens en 83.

Ce qui m'apparaissait en 82 comme un moindre mal, troisième possibilité, c'était l'austérité avouée. Le fait de suivre cette politique me paraissait cohérent et indispensable, le fait de faire en restant fidèle à certains objectifs fondamentaux de la gauche me paraissait positif. Ce qui a été absurde ça a été de le faire sans le dire et de le faire en disant qu'on menait la même politique. Et cette absurdité a fini par se retourner contre la gauche.

● **Royaliste : La politique d'austérité a quand même eu de graves conséquences sur l'emploi. A titre de comparaison, aux Etats-Unis, avec un taux de croissance de l'ordre de 3% on crée 4 millions d'emplois...**

Michel Beaud : Pendant les deux premières années du gouvernement Mauroy, grâce à la gestion sociale du chômage avec d'une part les pré-retraites et l'allongement de la durée de formation et d'autre part le fait que beaucoup d'entreprises nationalisées ou privées ont accepté de fonctionner pendant un an ou deux en surem-ploi, les tendances à l'accroissement du chômage ont été freinées. Mais à partir du moment où l'on a joué la compétition internationale et l'austérité et à partir du moment où les rétentions d'emplois ont été abandonnées, il n'y avait aucune raison pour que le nombre de chômeurs n'atteigne pas les 2,5 voire les 3 millions et n'y reste pas durablement. Un retour à la croissance, par le fait même qu'il existe un potentiel de productivité énorme dans beaucoup de branches d'activités (et pas seulement industrielles) grâce aux nouvelles technologies ne peut garantir des créations d'emplois suffisantes.

(suite page 8)



■ *risque d'être destructrice d'emplois.*

nisme très dur qui se serait traduit par une limitation réelle à l'importation, mais aussi, par des mesures de rétorsions donc par une réduction des exportations à laquelle se serait ajoutée une chute de l'activité et une augmentation du chômage.

● **Royaliste : Mais des pays comme le Japon, les Etats-Unis ou encore l'Allemagne fédérale pratiquent pourtant une politique protectionniste dissimulée.**

Michel Beaud : Il faut être précis, quand je dis protectionnisme, je mets en cause une politique qui dresse des barrières douanières, soit sous forme de contingentements, soit sous forme de droits de douane élevés autour du pays. Par contre, qu'il faille user dans la guerre économique, dont la guerre

libre-échange et d'empêcher parallèlement que certains produits, envahissent notre marché.

La seconde solution c'était ce que j'appellerai le dévaluationnisme, c'est-à-dire non seulement la dévaluation mais aussi un parti-pris de dévaluation. Cela aurait pu être jouable en mai 81 - comme de Gaulle l'avait fait en arrivant aux affaires - mais après deux ou trois dévaluations dans le cadre du SME et une période de hausse rapide du dollar cela n'avait aucun sens. Mais le dévaluationnisme c'est une politique d'austérité non avouée puisque cela revient à vendre moins cher à l'étranger ce qui était produit par du travail français et à acheter plus cher ce qui était produit par les autres. Dès lors, on ne dévalua pas seule-

(suite de la page 7)

Le seul remède envisageable, mais cela impliquerait un changement d'attitude de la part des partenaires sociaux, c'est qu'à chaque fois qu'un problème économique se pose, à chaque fois qu'un choix industriel est fait, à chaque fois qu'un choix de modernisation est envisagé, le patronnat, les syndicats et les pouvoirs publics prennent en considération l'emploi au même titre qu'ils prennent en considération la rentabilité et la compétitivité internationale. Si on arrivait à faire cela - et ce n'est pas une utopie puisque les Suédois et les Autrichiens le font - je crois qu'on pourrait gérer cette période de mutation technologique très rapide, sans rester dans une situation de chômage massif qui est dramatique pour la société et son équilibre.

• Royaliste : Vous venez de terminer un nouveau livre. Pouvez-vous nous dire les sujets qui y sont abordés ?

Michel Beaud : Oui bien sûr. Son titre «La politique économique de la gauche, tome 2 : le grand écart». Dans un premier temps j'essaie de comprendre les causes fondamentales du basculement de la gauche depuis 81. J'y étudie le grand écart entre ce que la gauche promettait et ce qu'elle a effectivement réalisé. J'essaie ensuite de voir comment elle a été écartelée entre les deux logiques sur lesquelles elle s'appuyait : logique capitaliste et logique étatique. Enfin, je montre comment elle a été prise dans la logique des rapports sociaux existant puisque très vite un compromis s'est noué entre le patronnat et ce que j'appelle la statocratie (la couche dirigeante liée à l'appareil d'Etat). Mais ce compromis s'est retourné contre les chômeurs et les jeunes générations qui sont en âge de travailler : je crois que c'est là un choix grave et inacceptable d'un point de vue de gauche.

propos recueillis
par Patrice LE ROUË

(1) à paraître aux éditions Syros en janvier.

Bertrand Renouvin

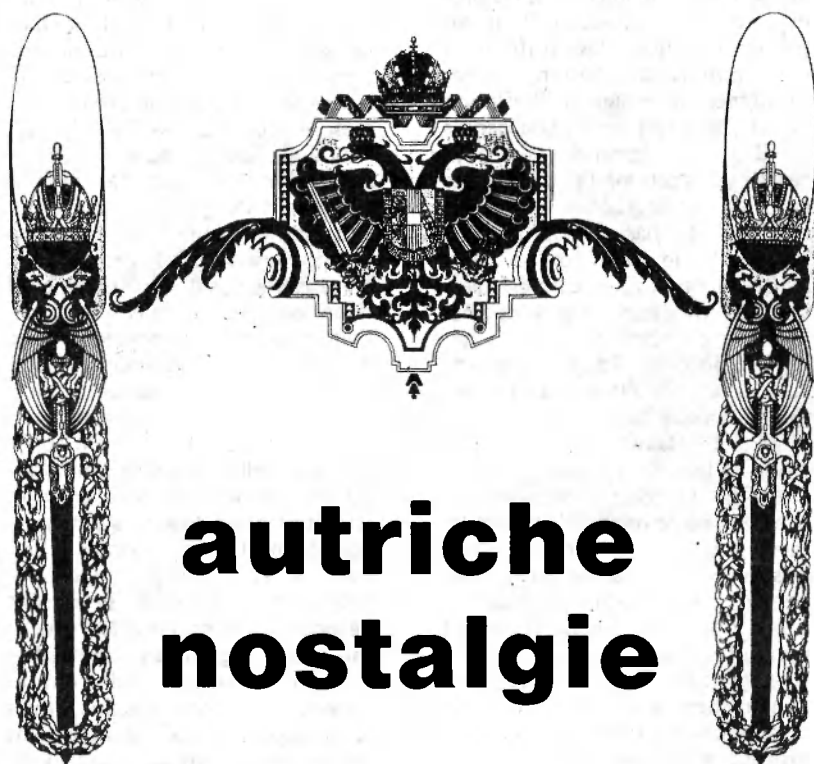
MONARCHIE

ET

DEMOCRATIE



15 F franco



«Le Comité pour l'Elaboration d'une Initiative en vue du soixante-dixième anniversaire de l'Avènement de Sa Majesté» (qui doit avoir lieu en 1918) commence à siéger. Finalement on ne trouvera rien et «L'Homme sans qualités» de Musil se terminera avec la grande guerre.

«La culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié». La légitimité était si bien intériorisée, l'empereur tellement impassible, qu'on n'y pensait plus. Quand on voulu y réfléchir, on avait tout oublié. On avait oublié comment cela fonctionnait. Restait la culture. C'est là qu'est le malentendu. Car, si Vienne fut au tournant du siècle un bouillon de culture où se trouvèrent concentrés la plupart des créateurs qui ont marqué le XXe siècle, la culture dite «autrichienne», elle, s'était pratiquement arrêtée un siècle plus tôt, comme l'histoire politique de l'empire, tout en continuant, telles les étoiles mortes, à briller de plus en plus faiblement. La victoire des chrétiens-sociaux, antisémites et pangermanistes, refusée pendant deux ans par François-Joseph qui les déteste, modèles du jeune Adolf Hitler, sanctionne la fin de cette «culture» avant la guerre elle-même (1).

La «modernité» de Vienne 1900 est née en marge, de l'absence : des mathématiques bâties sur des axiomes indémontrables et des signes conventionnels, à la linguistique née de l'insuffisance du langage (Wittgenstein) en passant par la psychanalyse, science de l'in-

conscient, l'économie, où Shumpeter met en évidence les fondements pré-capitalistes d'un capitalisme qui finalement les détruit, Hayek et Mises, la main invisible, la Sécession en peinture (Klimt) (2), le dodécaphonisme en musique (Schoenberg), l'absence de sujet en littérature, la Gestalt théorie ou psychologie des formes, l'architecture fonctionnelle (Loos), l'entropie (Boltzmann), sans oublier quoique né à Prague le structuralisme, la négation commune à toutes ces disciplines de la diachronie et par là l'échec à dire l'indicible, l'inexprimable : «L'Autriche est le premier Etat à mourir faute de nom» (Musil) Österreich : Etat de l'Est...

«La vraie Autriche c'est le monde entier», découvre Diotime («L'Homme sans qualités»). L'Occident, depuis quelques années, peut-être à la faveur des réflexions pour l'élaboration d'une initiative en vue du troisième millénaire (?), découvre son propre néant dans la glace dorée de l'Autriche. Espérons qu'il en a été autrement du colloque organisé du 8 au 12 octobre au centre Pompidou par le dynamique Institut Autrichien sur le thème : «Vienne 1880-1938, Fin de siècle et modernité», tandis

qu'un «Vienne 1900» est déjà prévu en 1986 à Beaubourg.

La perspective est toute autre de l'Est ou plutôt faudrait-il dire du Centre. Le réveil nous vient des anciens peuples ou riverains de l'Autriche-Hongrie qui ont dignement fêté en 1980, événement à peu près ignoré à l'Ouest, le cent-cinquantième de la naissance de François-Joseph !

Le colloque qui s'est tenu du 19 au 21 septembre 1983 au château de Duino immortalisé par Rilke, sous le haut patronage de M. Pertini, président de la République italienne, en présence de l'archiduc Otto de Habsbourg, à l'initiative du Centre européen de la culture de Denis de Rougemont à Genève (3), de la Fondation Coudenhove-Kalergi (père de l'idée pan-européenne né en Bohême) et de l'Assodazione Giuliani nel Mondo de Trieste, sur le thème «Présence de l'Europe Centrale» l'a amplement montré, rejoignant les propos du cardinal Lustiger (repris par «Royaliste» 403), en des termes éminemment modernes. Trois contributions étaient consacrées à la réalité économique de l'Europe médiane.

«Nostalgie ou renaissance ?» telle est l'interrogation qui doit nous faire dominer l'attrait un peu morbide pour les décadences. Comme l'écrivait en 1922 Carl Burckhardt dans une lettre à Hugo von Hofmannsthal citée en conclusion des travaux par un ambassadeur suisse : «Il n'y a pas de retour et l'on ne retrouve jamais ce qui a été perdu; mais celui qui reste fidèle et parvient à assumer la solitude, celui-là ressuscitera peut-être une fois dans les temps lointains. C'est là tout le mystère des renaissances.»

C'est toute la voie ouverte en effet par Hugo von Hofmannsthal (4) avec sa quête d'une nouvelle politique de sublimation, invitant à retrouver dans les choses supérieures l'existence des choses inférieures d'une manière plus noble que dans elles-mêmes selon l'axiome de Leibnitz (5).

Y. LA MARCK

(1) Carl Schorske - Vienne fin de siècle. Politique et culture - Seuil.

(2) Thème de la biennale de Venise 1984 : «Arts de Vienne de la Sécession à la chute de l'Empire des Habsbourg».

(3) qui a publié les contributions dans sa revue «Cadmos», automne-hiver 1983.

(4) Schorske, et articles dans «Critique», «Vienne fin de siècle», août-septembre 1975, réédité en 83, et «Le Magazine Littéraire», «Vienne l'aube du XXe siècle», mars 1984.

(5) Jean Guittou.



■ Gérard Leclerc

le testament de vladimir soloviev

Les fins de siècle sont propices aux grandes visions récapitulatrices et anticipatives. Pour le meilleur ou pour le pire. Périodes des grandes frayeurs et des rêves fous, elles enflamment l'imagination, interrogent l'Histoire, font surgir les calamités suprêmes ou les mutations idylliques. En 1899, Vladimir Soloviev est parvenu prématurément au terme de son existence. A quarante-sept ans, il a une œuvre considérable derrière lui. Dans un dernier effort de pensée, face au siècle dont il ne connaîtra que les tout premiers feux, il opère lui aussi son diagnostic sur les temps nouveaux. Pour un philosophe-théologien, suspect aux yeux de quelques critiques d'avoir identifié christianisme et progrès, l'avenir qu'il pressent est plutôt sombre. Partout, il voit se lever des menaces terribles. Le panmongolisme menace directement l'Europe, tandis que l'Islam se réveille. Non, pour Soloviev le temps du pacifisme bélant n'est pas venu. Son dernier écrit lui sera une dernière occasion de pourfendre le tolstoïsme qui constitue selon lui *« le modèle russe de la corruption de la pensée chrétienne »*.

Cette expression est du Père Rouleau, bon connaisseur de Soloviev, qui en quelques pages suggestives présente l'enjeu du texte ultime du grand penseur. Ces *« Trois entretiens sur la guerre, la morale et la religion »*. Même si l'auteur de *« Guerre et Paix »* n'est pas nommé une seule fois, le doute n'est pas permis. Ce sont les idées religieuses de Tolstoï qui sont visées, dans la mesure où elles représentent un danger interne gravissime. Se déployant à l'intérieur de la pensée chrétienne, ces idées sont infiniment plus corosives que celles de Marx ou de Nietzsche. Elles minent toutes les facultés de résistance; plus gravement elles dénaturent totalement ce dont elles prétendent donner le modèle achevé de perfection. André Glucksmann dans *« La force du vertige »*, avait de la même façon mis en cause l'étrange christianisme quasi bouddhique, inspirateur de nombre de militants pacifistes en Allemagne de l'Ouest. C'est que d'une fin de siècle à l'autre, les problèmes n'ont guère changé. Les mêmes illusions prolifèrent, alors que l'ampleur du danger ne cesse de croître. Les mêmes impostures aussi...

Le pacifiste, hier comme aujourd'hui, est un optimiste moral. S'il prêche le désarmement, et en premier lieu celui de son peuple ou de son camp, c'est qu'il croit toujours possible d'éveiller chez l'adversaire l'âme de bien qui sommeille

en lui. Cela, évidemment en nos pays d'Occident, au nom des principes chrétiens. Dans le livre de Soloviev, le pacifiste est incarné par un prince, imbu de douceur prétendument évangélique, selon qui nul criminel endurci ne saurait résister à la force du bien : *« Celui qui est véritablement empli de l'esprit évangélique authentique trouvera en soi, quand il le faudra, la faculté d'agir par des mots, des gestes, par tout son aspect, sur son malheureux frère aveuglé qui veut commettre un crime ou tout autre acte coupable. Il saura produire sur lui une impression si saisissante qu'il comprendra tout de suite sa faute et quittera la voie de l'erreur. »*

Mais le Prince est immédiatement contré de façon foudroyante par un interlocuteur désigné sous le nom de « M.Z. » qui est la voix même de Soloviev. Si, en effet, l'esprit chrétien produit à coup sûr la conversion du méchant, il faut convenir que le Christ lui-même *« n'était pas suffisamment pénétré de l'authentique esprit du Christ »*, lui qui n'a pas su désarmer la colère et la haine de ses ennemis. Réponse imparable qui laisse coi le pacifiste. Il n'avoue pas pour autant sa défaite. Dans ce genre de religion, la fuite en avant dans les bons sentiments est la meilleur arme de défense. Elle permet tous les faux fuyants et donne à la mauvaise foi les apparences de la vertu. Cela peut expliquer à quel point l'idéalisme se pare facilement du prestige de l'Evangile. On s'y trompe... lorsqu'on songe que Dostoïevski a imaginé l'Aliocha de ses *« Karamazov »*, selon le modèle de son ami Soloviev et si l'on sait aussi que dans les premières esquisses du roman, Aliocha est appelé *« l'Idiot »* comme le prince Mychkine, il y a de quoi sombrer dans un abîme de méditation. Pour être Aliocha au regard de ses proches, Soloviev ne devait pas être le foudre de guerre, empli du sentiment sombre de notre déchéance définitive. Cela ne l'autorisait pas à l'optimisme béat. Pour être Aliocha, Vladimir n'en perdait pas de vue le mystère du salut, l'irréductibilité de l'abîme en dépit de la grâce victorieuse.

Les *« Trois entretiens »* élargissent bien au-delà de la question du pacifisme leur investigation du futur. Ainsi que l'écrivait le Père Rouleau, ils constituent également *« une liquidation définitive du slavophilisme, un traité sur la fin du monde, un plaidoyer en faveur de l'œcuménisme, une dénonciation des dangers du panmongolisme »*. Le genre littéraire du dialogue qui fait débattre cinq personnages de quelques grands thèmes n'est nullement artificiel. Il restitue aux idées leur éclat par le choc de la discussion. Par ailleurs, la traduction de Bernard Marchadier, au plus près du texte russe n'en est pas moins d'une belle vigueur et d'une parfaite élégance. De là, l'attrait de ce petit livre où transparaît sans cesse le goût de la vérité qui pourchasse le mensonge, ainsi qu'un quête métaphysique qui ne fait jamais l'économie des données élémentaires de l'existence : *« La vérité suprême et absolue n'exclut pas et ne nie pas les conditions préalables à son apparition, mais elle les justifie, leur donne un sens et les éclaire. »*

Les deux premiers entretiens sont ainsi consacrés à la guerre et à la politique, non sans évoquer ici et là les questions éthiques qu'elles

soulèvent sans pouvoir les résoudre ou les abolir. Le troisième est exclusivement métaphysique et il débouche directement sur l'eschatologie, avec un « court récit sur l'antéchrist » qui a plus de force encore, si cela est possible, que le fameux grand inquisiteur de Dostoïevski. Urs von Balthasar remarquait à son propos : *« L'aptitude lyrique à pressentir une éternelle présence d'amour s'assombrit dans les dernières années de Soloviev, elle fait place au pressentiment apocalyptique de l'incarnation prochaine du mal dans l'histoire »*. A l'approche du XX^e siècle... rétrospectivement, nous le comprenons. Mais le changement de tonalité chez Soloviev-Aliocha est d'autant plus remarquable que toute sa théologie tend au plein accomplissement de l'amour divin dans l'humanité et le cosmos, à travers le progrès de l'Eglise.

Quelques uns diraient aujourd'hui : une vision plus conforme à Irénée de Lyon qu'à Augustin d'Hippone. Mais cet optimisme de la grâce est brusquement en défaut, devant le sentiment de l'imminence des catastrophes. *« Le XX^e siècle après la naissance du Christ fut le temps des dernières grandes guerres, désordres intérieurs et révolutions »*. La principale menace vient de l'Asie, du « panmongolisme ». On imagine la grande invasion submergeant l'Europe. Léon Bloy, lui, attendait les cosaques. La hantise est identique, à ceci près que Soloviev ne croit évidemment pas que son propre pays submerge le monde. Ou plutôt, pour lui le véritable danger ne vient pas d'Asie. L'invasion peut être jugulée pour peu que l'unité des peuples chrétiens se fasse. Plus grave est le risque d'une sorte de retournement diabolique de l'Occident se vouant à l'antéchrist.

Il serait dommageable à la beauté du récit de résumer en quelques lignes l'avènement de l'antéchrist, le brutal dénouement de son règne par une parousie qui vient rompre l'ordre du temps. Une telle vision est totalement marquée par la tragédie du mal, et le risque du triomphe du pire dans l'ordre des choses humaines. Elle est ainsi plus accordée aux catastrophes du siècle, à ses religions séculières poussant jusqu'au terme la volonté d'abolir le christianisme au sens où il ne pourra jamais être religion du siècle.

Le Cardinal de Lubac a montré comment l'œuvre de Soloviev était indemne de tout joachinisme. Le penseur n'a jamais cru à un règne de l'Esprit qui amènerait au cœur de l'histoire une ère messianique de mutations radicales. Sa seule espérance eschatologique était fondée sur la meilleure tradition. Par contre, son sens du surnaturel le mettait à l'abri de toute réduction temporelle de l'espérance (d'où sa polémique contre Tolstoï). Mesurant en poète-métaphysicien l'amplitude surnaturelle de l'histoire, il comprenait par avance toute la tragédie du XX^e siècle.

Gérard LECLERC

Vladimir Soloviev - *Trois entretiens sur la guerre, la morale et la religion* - O.E.I.L., prix 120 F franco.

rousseau au grand palais

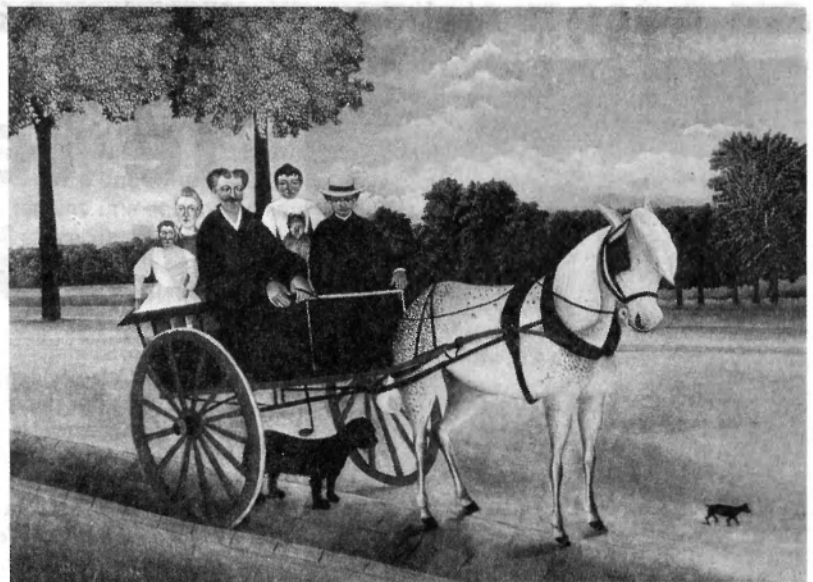
Rousseau fut-il ce peintre naïf sur qui l'on est tenté de s'attendrir dans un mouvement complexe d'indulgence, voire de compassion, de reconnaissance et de respect ?

Plus de 70 ans après sa mort, après que sont passés sur l'Occident artistique tous les vents contraires des écoles aussi fertiles qu'éphémères, y a-t-il encore une énigme Rousseau ?

Naïf, Rousseau le fut certes dans la fonction qu'il attribuait à l'œuvre et dans la place qu'il assignait à l'artiste. Dans un monde sans prêtres et sans Dieu, l'artiste lui apparaissait comme une sorte de mage, révélant aux consciences la Paix, la Fraternité, la mission civilisatrice de la République, la beauté et la poésie du Progrès : en témoignent l'amour, l'émerveillement avec lesquels Rousseau représente la Tour Eiffel, les aéronautes, la Liberté, la République. Naïf, il l'est encore dans la conception qu'il se fait du tableau, de sa fonction : nul doute qu'à ses yeux il ne soit objet actif, objet agissant sur le spectateur à l'égal d'une image. Qu'il prenne

pour support préalable de l'œuvre une photographie ou une illustration agrandie au pantographe, Rousseau raconte une histoire qu'exalte son imagination bridée par le réel et dont il fait le spectateur témoin, voire acteur : nombreux sont ainsi les tableaux de « jungle » où un regard fixe de fauve, de chouette, d'homme ou de femme viole notre passivité, sollicite notre participation émotive à l'action. Sous cet angle du sujet, le tableau ne se donne pas comme transcendance esthétique; il prend à partie. L'œuvre raconte comme une B.D.

Mais pour l'essentiel, pour ce que Malraux appelait le « schème obsessionnel » du peintre, accoucheur d'un style, Rousseau n'est rien moins que naïf. A côté de cette mise en scène, au-dessus de sa théâtralité, il y a ce qu'il convient d'appeler avec Michel Hoog sa « volonté d'artiste » (1).



C'est le mérite premier de cette rétrospective que de nous révéler ce que nous ignorions d'un frais génie, qui ne fut ni douanier ni ingénu : ses esquisses. Or ces esquisses n'ont rien de naïf. Exécutées à la manière impressionniste, sur modèle, in situ, elles fixent un réel qu'ensuite, en atelier, Rousseau traduit en style, c'est-à-dire en œuvre d'art. Loin de copier « maladroitement » ce qu'il a vu, le peintre exprimait ses rêves, non d'homme mais d'artiste. L'œuvre du sublime « Douanier » n'est donc pas une gauche paraphrase du réel, d'un spectacle perçu par les sens : elle est, comme toute œuvre, un commentaire de l'Art; elle est « chose mentale », (selon l'expression de Léonard de Vinci), concept mis en lignes et en masses de couleurs. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que le peintre s'élève si souvent au symbole, à l'allégorie et, - disons-le, au sacré. Quelque

chose du grand art primitif passe dans ces toiles : la raideur, l'hieratisme, le temps arrêté; fin XIX^{ème} siècle, c'est tout l'opposé de l'impressionisme !

On comprend la fascination que cette œuvre d'une seule coulée, presque têtue, exerça sur toute la modernité, à commencer par ses précurseurs les plus grands, Picasso et Kandinski. Spontanément, avec la force intacte de l'autodidacte, Rousseau avait pris le chemin de Gauguin, de Seurat, voire de Cézanne; refusant d'instinct les charmes de l'illusion, un modeste gabelou, qui se voulut artiste, contribua à donner à l'aventure de l'art moderne ses lettres de noblesse.

Alain FLAMAND

(1) Catalogue de l'exposition, p. 212. Exposition au Grand Palais jusqu'au 7 janvier 1985.

FRANCOPHONIE

paroles de flic

On lit des choses bien curieuses dans le numéro 1 de « L'Événement du Jeudi » lancé par Jean-François Kahn.

Dans un articulet commis par un super-flic anonyme et rageusement intitulé « les flics du français », « L'Événement » entame les hostilités de la façon suivante : « Dorénavant, en France, on parle français « au nom de la loi » et « sous peine d'amende ». Cette introduction donne le ton à une attaque en règle contre le Haut Comité de la Langue Française et contre une association, l'AGULF, accusée de passer « les menottes

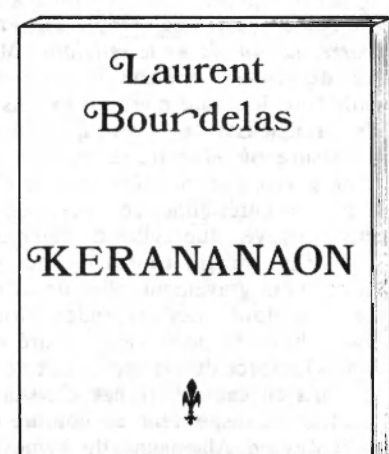
aux adjectifs suspects de gangrène étrangère.

Et de plaindre la société de meubles Steiner, condamnée pour avoir usée de l'expression « show room », dont chacun sent bien qu'elle aurait pu enrichir notre vocabulaire. Et de s'apitoyer sur le sort de la Société Evian et de son « fast drink ». Et de larmoyer pour le compte de TWA dont la carte d'embarquement était rédigée en anglais !

Que la langue française se soit toujours enrichie de mots étrangers, lorsque c'était utile et le plus souvent en les francisant, n'est contesté par personne. Mais de là à admettre qu'elle soit truffée d'expression qui, pour « faire moderne », répondent plus à une mode qu'à une nécessité, il y a un pas... Sans avoir une mentalité de « flic », on peut trouver normal qu'une compagnie étrangère qui travaille en France se donne la peine d'utiliser notre langue. Ceux qui s'érigent en moralistes et utilisent un peu vite le terme de « flics » auraient-ils une vocation à exercer la police des polices ?

Nous ne jugerons pas l'« Événement du jeudi » sur un article que nous espérons accidentel, et nous souhaitons « bon vent » à notre nouveau confrère : Parole de flic...

Alain SOLARI



poésies
offre spéciale :
24 F franco

64 pages (12x8 cm).

du nouveau pour la propagande

Comme vous avez pu le constater en lisant les différentes annonces qui sont parues ces derniers temps dans le journal, nous sommes en train de renouveler complètement le matériel de propagande qui est mis à la disposition de nos militants ou lecteurs.

Cet effort important de notre part, implique impérativement un effort similaire de la part de nos amis. L'édition de brochures, d'affiches, de tracts représente un investissement financier important qui ne peut se justifier que si nous sommes assurés de voir nos stocks s'écouler rapidement. Faisons rapidement le point du matériel actuellement disponible :

► Des numéros spécimen de «Royaliste». Pour faire connaître notre journal, c'est encore une des méthodes des plus simples et des plus efficaces. Vous pouvez, pour un prix modique, recevoir tous les quinze jours, des invendus de la quinzaine précédente. ■ Tarif pour 6 mois : 5 ex. : 47 F, 10 ex. 87 F.

► Des mini-tracts destinés à être mis dans les boîtes aux lettres. D'un rendement plus faible, mais qui peuvent facilement et rapidement être diffusés en très grande quantité.

■ Tarif (frais de port inclus) : 300 ex. : 14 F - 700 ex. : 23 F - 1400 ex. : 36 F - 3000 ex. : 54 F.

► La brochure «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?». Une brochure grand public de présentation de la NAR : son histoire, son identité, son projet, pourquoi la monarchie ? Qui sont les nouveaux royalistes ? A toutes ces questions, souvent posées, des réponses claires et décisives.

■ Tarif (frais de port inclus) : 1 ex. : 12 F - 5 ex. : 47 F - 10 ex. : 80 F - 10 ex. : 134 F.

► la brochure «Monarchie et démocratie». Pour ceux qui ne nous connaissent pas ces deux termes paraissent antinomiques. En 50 pages, Bertrand Renouvin, fait le point sur cette question, et montre que, bien au contraire, ces deux concepts sont intimement liés. A faire lire absolument à tous ceux qui ressentent encore des idées préconçues sur la monarchie. A remarquer la présentation soignée de cette plaquette : gros caractères, couverture cartonnée.

■ Tarif : (frais de port inclus) : 1 ex. : 15 F - 3 ex. : 37 F - 7 ex. : 64 F - 25 ex. : 220 F.

Pour que nous puissions rapidement publier la suite du matériel, en préparation, il faut que, dès aujourd'hui, vous nous passiez commande de ce qui est déjà disponible (Nous ne pouvons pas stocker, ne serait-ce que pour une question de place...). C'est urgent et cela ne peut pas se faire sans vous.

Y.A.

Commande et règlement à l'ordre de «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris.

CCP Paris 18 104 06 N.

PARIS

►SESSION DE PRESENTATION DE LA NAR

Cette session est destinée à nos nouveaux adhérents et nouveaux abonnés et plus généralement à tous ceux qui veulent s'informer sur la NAR. Quatre thèmes principaux seront abordés au cours de la session : «Monarchie et démocratie», «Quelle politique économique ?», «La NAR dans le jeu politique», «La NAR son organisation, ses activités».

La session se tiendra à Paris dans les locaux du journal le SAMEDI 1er DECEMBRE de 15 h à 18 h. L'entrée en est libre et nous incitons tout particulièrement les nouveaux lecteurs de «Royaliste» à y participer et venir faire mieux connaissance avec notre mouvement.

►DINER-DEBAT. Réservez déjà votre soirée pour le dîner-débat que nous organisons le vendredi 14 décembre.

►CONFÉRENCES DU MERCREDI SOIR

Chaque semaine se tiennent les conférences-débats des «Mercredis de la NAR», lieu de rencontre unique à Paris où des gens de gauche comme de droite, des scientifiques ou des litté-

raires, des vedettes et des gens moins connus viennent s'exprimer le plus librement du monde devant les lecteurs de «Royaliste».

Les conférences ont lieu dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris, 4ème étage - (métro Bourse ou Palais-Royal) et commencent à 20 h très précises (fermeture des portes de l'immeuble après cette heure), elles se terminent vers 22 heures. L'entrée en est libre et gratuite.

■ Mercredi 5 déc. En tant que journaliste au «Monde», Nicole BERNHEIM, vient de passer cinq ans comme correspondante aux Etats-Unis. Stupéfaite de l'idée que les Français se faisaient de l'Amérique elle a décidé de rectifier un certain nombre d'idées reçues et vient de publier pour cela un livre «Les années Reagan», qu'elle viendra nous présenter.

■ Mercredi 12 décembre. Dans son dernier livre «Les modernes» journal de l'esprit du temps», Jean-Paul ARON, témoin lucide des événements culturels français de 1945 à 1984, se livre à une critique acerbe d'une époque où triomphent les professeurs et où les modes intellectuelles semblent s'imposer comme des chansons. C'est sur ce thème qu'il viendra débattre avec nous.

Attention : exceptionnellement cette conférence commencera à 20 h 30 et non à 20 h comme d'habitude.

■ A NANTERRE

►Débat avec Bertrand RENOUVIN : «La monarchie : une idée neuve...». Lundi 3 décembre de 11 h 30 à 12 h 30. Faculté d'Histoire, amphi E 3. (Station Nanterre-Université, ligne A du RER).

■ EN PICARDIE

►Nos lecteurs et sympathisants sont conviés à une session d'information avec Bertrand RENOUVIN sur le thème «L'avenir du royalisme» qui aura lieu le vendredi 30 novembre à 18 h à LAON, Restaurant «La Petite Auberge», 45, Bd Brossolette.

Après la réunion, dîner amical pour ceux qui désirent poursuivre la discussion.

2ème CONVENTION ROYALISTE REGIONALE PAYS DE LOIRE ET GRAND OUEST

Cette deuxième «Convention régionale» s'adresse à la fois aux adhérents de la NAR et aux abonnés ou simples sympathisants de notre journal. Elle aura lieu à Angers le samedi 8 décembre, au Centre des Congrès, Place Pierre Mendès-France.

Programme de la journée

9h30 - 10 h - Présentation des travaux de la Convention
10 h - 12 h - Deux activités auront lieu simultanément :
— Réunion des responsables régionaux (délégués ou correspondants) animée par Nicolas Lucas, délégué régional.
— Rencontre des sympathisants et lecteurs avec Bertrand Renouvin au cours de laquelle trois thèmes principaux seront abordés : «Monarchie et démocratie», «quelle politique économique ?», «la NAR dans le jeu politique».

14h - 17h - Discours de clôture avec Nicolas Lucas, conseiller municipal d'Angers et Bertrand Renouvin membre du Comité Directeur de la NAR et directeur politique de «Royaliste».

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à : NAR - BP 253 - 49002 Angers cedex

■ ANGERS - MAINE ET LOIRE

La veille de la convention régionale, le vendredi 7 décembre à 19h, la délégation du Maine et Loire organise une rencontre royaliste autour de Luc de Goustine et Bertrand Renouvin sur le thème «Monarchie et Démocratie».

Tous renseignements relatifs à cette rencontre en téléphonant à Xavier Perrodeau (41) 66-93-33.

royaliste

SOMMAIRE
page 2 : La journée d'études - page 3 : Pour l'égalité - Le dérapage de la classe politique - page 4 : combattre l'illitérisme - page 5 : Rencontres de Mitterrand - Affaires extérieures ou de l'extérieure ? - p. 6 : La croissance en question (2) - p. 8 : Autriche nostalgie - p. 9 : Le testament de Soloviev - p. 10 : Rousseau au Grand Palais - Paroles de flic - p. 12 : la gauche devant l'épreuve.

Dir. de la publication : Y. Aumont
imprimé en France
diffusion dans les kiosques NMPP
commission paritaire : 51700
téléphone : 297.42.57
(permanence de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h)

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (50 F), 6 mois (95 F), un an (165 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Le pouvoir est en chute libre et, avec lui, le parti dominant. Cela se sent, et se vérifie semaine après semaine dans les sondages qui indiquent une baisse constante de la popularité du Président. On peut contester la rigueur des méthodes et le sérieux des résultats, ou même le principe de ces enquêtes qui ne sont pas sans effets sur les mouvements qu'elles prétendent relater. Mais un système qui dépend tout entier de l'opinion ne saurait les négliger ; la longue série de ces photographies instantanées finit par donner l'image d'une dégradation constante, crée une impression de déroute, laisse prévoir une défaite en 1986. Voici le Président et le Parti socialiste devant l'épreuve redoutée, et toujours plus mal armés pour l'affronter.

Car il ne s'agit pas seulement de sondages, d'impressions vagues ou de «sinistrose». Le désarroi intellectuel et politique de la gauche est un fait établi depuis longtemps, et aujourd'hui reconnu par ses propres partisans. Des fautes politiques faciles à éviter - la guerre scolaire en particulier - ont créé dans le pays des déchirures irréparables, ou du moins une méfiance qui ne pourra plus être effacée. Au début de l'été, la nomination d'un nouveau Premier ministre et le projet de référendum semblaient annoncer un cours nouveau. Ce n'étaient que de brillantes offensives tactiques destinées à masquer défaite et retraite. Déjà «l'effet Fabius» s'estompé...

C'est que la politique n'a pas changé. Le chômage ne cesse d'augmenter et la lutte contre l'inflation est un échec - certes relatif - double conséquence des mauvais choix du printemps 1983 et de l'illusion delorienne. Pire encore. Le souci de générosité, qui permettait à la gauche de se faire beaucoup pardonner, est en train de disparaître. Loin de diminuer, les inégalités sociales se sont accrues depuis 1981. La réforme de l'allocation-chômage, conçue selon la pure idéologie libérale, a développé la nouvelle pauvreté apparue sous le précédent septennat. Enfin, les décisions concernant le regroupement familial des immigrés laisse penser que le gouvernement malgré ses dénégations, donne des gages aux xénophobes. Si la gauche n'est même plus la gauche, si elle suit la pente libérale, si elle cède à la violence économique et sociale, à quoi bon la conserver ? Perdant ce qui lui reste d'identité, elle ne retrouvera ni l'estime de ceux qu'elle avait attirés en 1981, ni un quelconque avantage électoral sur ses adversaires. Au jeu de la démagogie, l'opposition est toujours la plus forte.

Ce n'est pas tout. Après la décomposition intellectuelle, après la politique par-

la gauche devant l'épreuve



par
bertrand
renouvin

tisane, après le pur et simple laxisme, voici qu'apparaissent deux nouvelles tentations, également perverses.

DEUX TENTATIONS

La première est celle du repli doctrinaire, sectaire, toujours plus partisan. Quand tout va mal, quand la défaite pointe à l'horizon, la réaction la plus immédiate est de serrer les rangs, de se durcir en vue du combat, sans plus se soucier de ceux qui sont à côté ou en arrière. Ces attitudes militaires ne conviennent pas à la vie politique, surtout lorsqu'on est aux affaires, ou lorsqu'on soutient un gouvernement qui devrait avoir pour premier souci la paix civile et l'unité du pays. C'est pourtant la logique de l'affrontement qui devient aujourd'hui prédominante. Au Comité directeur du P.S., la mobilisation est à l'ordre du jour, en vue de la bataille contre la droite. A l'Assemblée nationale, M. Fabius passe à l'offensive, toute décrispation oubliée. Et le Président lui-même retrouve (1) un langage et des références idéologiques de dirigeant socialiste, laissant supposer qu'il sera, après avoir tant souhaité l'unité nationale, partie prenante dans le conflit.

Ces attitudes sont funestes à tous égards. Pour le Parti socialiste qui, une fois de plus, rejette ou tient à l'écart tous ceux qui ont soutenu la politique présidentielle sans vouloir «entrer en socialisme». Pour le gouvernement, qui renonce à l'ouverture tant annoncée pendant l'été. Pour la Président enfin, qui ne pourrait prétendre à l'arbitrage et compromettrait son rôle après les législatives s'il redevenait le chef de la gauche.

A la tentation du repli sectaire et partisan, vient s'ajouter celle du coup politique qui sauverait la situation. L'idée serait de proposer une réduction de la durée du mandat présidentiel, projet apparemment populaire qui permettrait de redorer l'image du Président. Ce dernier n'a pas confirmé, et M. Fabius a même démenti. Mais la tentation demeure forte dans les antichambres. Il faut donc dire notre opposition résolue à ce projet. D'abord parce qu'un mandat de cinq ans, probablement jumelé avec le renouvellement de l'Assemblée nationale, inscrirait définitivement l'action présidentielle dans une logique majoritaire et ôterait toute indépendance au chef de l'Etat. Parce que le Président, qui dispose déjà de peu de temps pour gouverner réellement, ne serait plus que l'homme du très court terme, celui-ci étant encore amputé par les délais d'apprentissage et par le temps qu'il consacrerait à sa réélection ou à sa succession. Pour la continuité de l'Etat, pour son indépendance, il faut dire non, cinq fois non, à l'idée perverse du quinquennat.

NON AU QUINQUENNAT

Résister à la tentation du repli et à celle de la réforme constitutionnelle est nécessaire, mais insuffisant. Pour surmonter l'épreuve des législatives, pour mériter la confiance de ses électeurs de 1981, il faut que le Président décide de briser la logique de l'affrontement, et demeure fidèle à sa mission de rassembleur.

Cela suppose :

- qu'il réaffirme, avec plus d'éclat, notre projet diplomatique ; qu'il définisse, avec clarté et cohérence, et dans un esprit de justice, notre projet économique ; qu'il travaille à resserrer le lien social, aujourd'hui terriblement relâché.
- qu'il dépasse les luttes partisans en permettant l'élargissement de la «majorité présidentielle», le rassemblement de ceux qui ont soutenu son projet sans vouloir s'aligner à gauche.
- qu'il réforme le mode de scrutin, selon le principe proportionnel, afin que la nation soit mieux représentée et que la logique bipolaire soit brisée.
- qu'il constitue, ensuite, un gouvernement qui ne soit plus seulement représentatif des tendances de la gauche, mais de toutes les forces qui soutiennent son projet.

Une autre politique est possible. C'est maintenant qu'elle doit être conçue et amorcée.

Bertrand RENOUVIN

(1) «L'Expansion» n° 249, 16 novembre 1984.